



Le 09 DEC. 2023

CHU DE REIMS
45 RUE DE COGNACQ JAY
51092 REIMS CEDEX 02

DG :
DGA :
Pour attribution : DPAL-CG
Copie : DG / DGA

Pôle Services Urbains
Direction des Etudes
et Travaux de
Bâtiment
Service Sécurité
Accessibilité

Lettre Recommandée avec AR

A l'attention de Madame Laetitia MICAELLI – FLENDER – Directrice Générale

Objet : Sécurité incendie dans les ERP
CHU - CLINIQUE DE CHAMPAGNE
1-3 rue de l'Université à Reims
ERP de type U de 4^{ème} catégorie

Références
HAD/CD
0065400

Affaire suivie par
Hadj-Ahmed
DELLAOUI

Téléphone
03.26.77.73.57

E-mail
hadj-ahmed.dellaoui
@reims.fr

Madame la Directrice Générale,

Suite au contrôle périodique du 05 septembre 2023 et en application de l'article R143-42 du Code de la Construction et de l'Habitation, veuillez trouver, ci-joint, l'avis FAVORABLE et le rapport émis par la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Reims réunie le 21 novembre 2023 relatifs à l'établissement cité en objet.

Je vous joins également l'arrêté municipal de FONCTIONNEMENT ainsi que l'avis relatif au contrôle de la sécurité incendie que vous voudrez bien signer et afficher d'une façon apparente près de l'entrée principale de l'établissement.

Au vu des prescriptions n° 1 à 15 émises dans le rapport joint, je vous demande de me fournir en deux exemplaires dès leur réalisation, tous les justificatifs permettant d'en attester leur levée.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, Madame la Directrice Générale, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée,

Catherine CHOPART

Bureaux
1-3 place Max
Rousseaux
51100 REIMS

Téléphone
03.26.77.73.22

Fax
03.26.35.37.80

P.J. : 1 rapport + avis
1 arrêté
1 avis sécurité



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Reims

Reims, le 21 novembre 2023

SDIS de la Marne
Groupement Gestion des Risques
Service prévention
Code Ets
454E00012
N° de dossier
RAPPORT-454E00012-21-20230905
Affaire suivie par
Lieutenant DOUSSAINT Laurent

PROCES VERBAL

de la Visite Périodique
en date du 05/09/2023

Ville de Reims

22 NOV. 2023

Service Sécurité-Accessibilité

Visite Périodique

Objet :

Référence :

GE4

Nom ou raison sociale :

CLINIQUE DE CHAMPAGNE (MAISON MEDICALE)

Activité :

Etablissement de soin

Adresse complète :

1 RUE DE L'UNIVERSITE 51100 REIMS

Téléphone :

03.26.78.36.40

Nom de l'exploitant :

Direction générale du CHUR

MEMBRES PRÉSENTS :

Mme CHOPART Catherine, représentant le Maire de REIMS

Lieutenant DOUSSAINT Laurent, préventionniste, représentant le DDSIS

ASSISTAIENT A LA VISITE :

M. FROMENTIN Olivier, Chef du Service Gestion du Risque Immobilier et du Standard.

M. CZAPLA Guillaume, chef de poste SSIAP du CHU de Reims.

Mme GAILLET Pascale, service accessibilité Ville de Reims.

M. BLANCHART Nelson, équipier de sécurité incendie CHU de Reims.

Le groupe de visite était réuni ce jour pour effectuer la visite de sécurité périodique de l'établissement.

Lors de la dernière visite, en date du 09/09/2020, un avis Favorable au fonctionnement avait été émis par la COMMISSION DE SECURITE DE L'ARRONDISSEMENT DE REIMS, lors de la séance du 29/09/2020.

Le responsable de l'établissement informe les membres du groupe de visite que des travaux ont été réalisés depuis la dernière visite.

DESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT :

La maison médicale réaménagée de 2003 à 2005 est un bâtiment à R-1+3, dont la maison médicale de garde (située au rez-de-chaussée) est ouverte uniquement les week-ends et les jours fériés. L'établissement est composé de la façon suivante :

Au R-1 :

- 6 locaux désaffectés ,1 chaufferie, 1 local adoucisseur
- 1 local archive direction, 1 réserve direction, 1 local LTI téléphone, 1 local TGBT.
- 1 atelier maintenance, 1 vestiaire,1 local "ménage".
- 1 secteur maintenance, 1 local désaffecté et 1 sanitaire désaffecté.

Au Rez-de-chaussée :

- 1 hall d'entrée.
- maison médicale de garde :
- 1 salle d'attente, 1 salle kinésithérapie et 1 secrétariat.
- 2 bureaux permanence, 2 salles de consultation.
- 1 salle de réunion, 1 réserve réunion matériel.
- 1 sanitaire.

Centre d'accueil thérapeutique à temps partiel CCATP

- 1 salle de musique,1 atelier thérapeutique cuisine préparation.
- 1 atelier thérapeutique cuisine salle à manger, 2 ateliers bricolage.
- local déchets, 1 local ménage, 1 salle d'attente et des sanitaires.

Ancienne antenne de la direction du CHU composée de 3 bureaux et une salle de réunion déclarés fermés lors de la visite de sécurité de 2011 puis rétrocédée à l'immeuble d'habitation contigu à l'établissement

Au R+1 :

- consultation Médico-psychologique.
- 1 bureau infirmière ,1 secrétariat et 1 espace patient.
- 1 bureau éducatrice, 2 bureaux psychologue, 1 consultation médecin.
- 1 bureau assistantes sociales, 1 salle de relaxation, 1 atelier esthétique.
- 1 salle détente personnel, 1 salle d'attente CMP, sanitaires, 1 local ménage.
- 1 salle de soins pharmacie, 1 bureau entretien infirmier et 1 bureau cadre de santé.
- 1 salle de réunion 1, vestiaires.

Centre d'accueil thérapeutique à temps partiel CCATP.

- 1 salle de lecture et réunion, 1 salle d'attente CCATP
- 2 salles d'activité poterie, 2 rangements, 1 atelier esthétique, 1 salle bain.

Au R+2 :

Consultation Médico-psychologique Charles PERRAULT

- 1 salle infirmiers et pharmacie, 1 bureau patient.
- 1 bureau infirmier, Vestiaires.
- 1 salle détente personnel, 1 salle d'attente consultations.
- 2 secrétariats, 1 bureau médecin chef, 1 bureau médecin.
- 1 bureau psychologue, 1 salle entretien famille et réunion.
- 1 local ménage, sanitaires, 1 salle d'attente soins infirmiers, 1 local infirmier 1
- 1 local éducateur COFE, sanitaires, 1 local infirmier 2.

Centre d'accueil thérapeutique à temps partiel CCATP.

- 1 salle polyvalente, 1 local rangement.
- 1 salle multimédia informatique, 1 cadre santé.
- 1 bureau assistante sociale et 1 rangement.

Au R+3 :

AUDITION CHAMPAGNE ARDENNE - CENTRE DE RESSOURCES POUR L'AUTISME

- local informatique et technique, local audiométrie, 2 bureaux de consultation Orthophoniste et psychologue
- 1 bureau de consultation ORL, 1 salle d'attente.
- 1 accueil/secrétariat, 2 blocs sanitaires dont 1 réservé aux PMR, local "ménage".
- secrétariat, bureau de consultation n°5, blocs sanitaires réservés aux personnels.
- bureau de consultation n°4, 1 salle de réunion de 27,15m² non-accessible au public.
- bureau de consultation n°3, secrétariat et salle d'attente, bureaux de consultation n°1 et 2.
- salle de motricité de 35m², 2 bureaux, 1 salle vidéo et 1 salle d'évaluation.

HISTORIQUE :

- 27/02/2003 : Autorisation de travaux – Avis défavorable de la SCD du 27/02/2003.
- 09/07/2003 : Autorisation de travaux – Avis défavorable de la SCD du 31/07/2003.
- 04/12/2003 : Visite de réception de travaux – Avis favorable en SCD du 04/12/2003.
- 25/10/2004 : Autorisation de travaux N°05145404K6208 – Avis favorable de la SCD du 04/11/2004.
- 29/08/2005 : Autorisation de travaux N°05145405K6261 - Avis favorable de la SCD du 08/09/2005.
- 28/09/2005 : Visite de réception des AT N°05145404K6208 et N°05145405K6261 – Avis favorable en SCD du 13/10/2005.
- 17/10/2008 : Visite périodique de sécurité – Avis favorable de la CSA du 03/11/2008.
- 17/10/2011 : Visite périodique de sécurité – Avis favorable de la CSA du 08/11/2011.
- 15/10/2014 : Visite périodique de sécurité – Avis favorable de la CSA du 12/11/2014.
- 11/10/2017 : Visite périodique de sécurité – Avis favorable de la CSA du 31/10/2017.
- 17/07/2020 : Demande d'autorisation de travaux N°05145420K0083 – Avis **défavorable** de la SCD en date du 10/09/2020.
- 09/09/2020 : Visite périodique de sécurité – Avis favorable de la CSA du 29/09/2020.
- 28/03/2023 : Demande d'autorisation de travaux N°05145420K0083 – Avis favorable de la SCD en date du 17/05/2023.

DESCRIPTION DES TRAVAUX RÉALISÉS :

- AT n° 05145420K0083 en date du 17/05/2023 visite de réception le jour de la visite périodique.

EFFECTIFS - CLASSEMENT :

L'effectif maximum du public admissible se décompose de la façon suivante :

Niveau activité	Surface accessible au public	Taux d'application	Effectif public	Effectif personnel	Total
R+3	8 postes de consultations bureaux	8 pers / poste déclaration	56	23	79
R+2	8 postes de consultations bureaux	8 pers / poste selon déclaration	56	22	78
R+1	11 postes de consultations bureaux	8 pers / poste selon déclaration	77	15	92
RDC	3 postes de consultations « maison médicale de garde »	8 pers / poste	21*	20	20 + 21*
Total			189	80	269

** Effectif non cumulable car la maison médicale de garde est ouverte le week-end*

Compte tenu de l'activité et de l'effectif, cet établissement est de **TYPE U de 4ème CATÉGORIE**.

RÈGLEMENTATION APPLICABLE :

- Code de la Construction et de l'Habitation, articles R123-1 à R123-55
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public (ERP).
- Arrêté préfectoral du 2 décembre 2016 portant règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Marne.
- Arrêté du 10 décembre 2004 modifié portant approbation des dispositions particulières du type U (Établissements de soins).

VISITE DE L'ÉTABLISSEMENT :

Bilan relatif à la tenue à jour du registre de sécurité et aux contrôles des installations techniques

Liste des documents consultés :

Type d'information	Vérificateur	Date	Observations
Désenfumage naturel	SICLI	07/03/2023	2 Obs : protections cuivre
Désenfumage mécanique Annuelle T.C.	SICLI	07/03/2023	1 Obs
Désenfumage mécanique Triennale O.A.	APAVE	11/06/2020	A FAIRE
Chauffage	DALKIA	08/2023	Contrat d'entretien
Ramonage			
Installation de gaz	APAVE	21/11/2022	
Paratonnerre			A FAIRE
Electricité	APAVE	26/05/2023	3 Obs à lever

Éclairage	SAPIAN	21/04/2022	A FAIRE
Ascenseur (vérification annuelle)	APAVE	27/10/2022	3 Obs
Ascenseur (vérification quinquennale)	APAVE	27/10/2022	Obs
Élévateur PMR	APAVE	27/10/2022	
Portes automatiques façade	APAVE	22/06/2023	
Moyens de secours :			
- extincteurs	SICLI	07/02/2023	
SSI – annuelle T.C.	CHUBB	06/03/2023	Obs
SSI – triennale O.A.	APAVE	11/06/2020	A FAIRE
Service de sécurité incendie	SSIAP du CHU + personnels du bâtiment	24 Personnes en 2023	
Consignes de sécurité			Affichées
DAE			A mettre en place
Plan d'intervention			A mettre à jour

Contrôle de la suite donnée aux prescriptions de la visite périodique du 09/09/2020 :

N°	Référence	Texte
1	- GE 6 à 8	Lever toutes les observations figurant dans les rapports de vérifications suivants, et tenir les justificatifs à disposition de la commission de sécurité : - annuelle SSI - annuelle et quinquennale ascenseur - installations électriques - triennale désenfumage mécanique - portes automatiques en façade
Suite donnée :		Prescription modifiée.
2	- GN 8	RAPPEL 2017 : L'évacuation est la règle pour les personnes pouvant se déplacer jusqu'à l'extérieur du bâtiment. Pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer ou à être évacué rapidement, et satisfaire aux dispositions de l'article R 123-4 du Code de la construction et de l'habitation, les principes suivants sont retenus : 1. Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation ; 2. Formaliser dans le dossier prévu à l'article R 123-22 la ou les solutions retenues pour l'évacuation de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap ; 3. Créer à chaque niveau des espaces d'attente sécurisés ; 4. Créer des cheminements praticables, menant aux sorties ou aux espaces d'attente sécurisés ; 5. Installer un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément ; 6. Garder au niveau de l'exploitant la trace de la (ou des) solution(s) retenue(s) par le maître d'ouvrage et validée(s) par la commission de sécurité compétente ; 7. Elaborer sous l'autorité de l'exploitant les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap.
Suite donnée :		Prescription maintenue.

3	- MS 64	RAPPEL 2017 : Doter la salle d'attente du R+3, d'un bloc autonome sonore (BAAS) complété par un dispositif destiné à rendre perceptible aux personnes handicapées amenées à fréquenter le niveau (déficience auditive).
Suite donnée :		Prescription levée par groupe de visite.
4	- CO 35	Interdire formellement tout calage des portes coupe-feu donnant sur l'escalier central, et interdire tout calage de porte de façon générale au sein du bâtiment.
Suite donnée :		Prescription levée par groupe de visite.

Essais réalisés au cours de la visite :

Essais d'accessibilité	Satisfaisant
Essais de coupure générale	Satisfaisant
Essais d'éclairage d'évacuation	Satisfaisant
Essais d'éclairage d'ambiance	Satisfaisant
Essais du système de sécurité incendie :	
- Détecteurs	Satisfaisant, 1 DAI circulation R+3
- Déclencheurs manuels	Satisfaisant – RDC entrée
- Alarme générale	Satisfaisant
Essais des asservissements	
- Déverrouillage des issues de secours	Satisfaisant
- Fermeture des portes de recoupement ou de zones	Satisfaisant
- Non-stop des ascenseurs	Satisfaisant
- désenfumage mécanique	Satisfaisant
Essai des systèmes d'alerte :	
- Ligne directe	Non réalisé
Essais du dispositif de désenfumage	Non réalisé

CONSTATATIONS :

Le DAE a été endommagé et doit être remplacé.

Des vérifications techniques n'ont pas été effectuées.

Le B.A.P.I. de la chaufferie ne fonctionne plus.

La porte automatique de l'entrée principale ne s'est pas ouverte complètement lors de la coupure électrique.

ANALYSE DE RISQUES :

Les essais réalisés ont mis en exergue un bon fonctionnement des équipements de sécurité. Pour parfaire la mise en sécurité de l'établissement, il appartient à l'exploitant de prendre en compte les prescriptions ci-dessous et de réaliser annuellement les vérifications techniques de sécurité.

PRESCRIPTIONS :

N°	Règlement	Prescriptions
1.	- R 143-34 - DF 10	Lever les 2 observations du rapport de vérification du système de désenfumage naturel établi par la société SICLI en date du 07/03/2023.
2.	- R 143-34 - DF 10	Lever l'observation du rapport de vérification du système de désenfumage mécanique établi par la société SICLI en date du 07/03/2023 : - Système de verrouillage de la trappe haute qui est H.S. dans le hall du rez-de-chaussée.
3.	- R 143-34 - DF 10	Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité le rapport de vérification triennal du système de désenfumage mécanique. Lever les éventuelles observations émises.
4.	- R 143-34 - EL 19	Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité le rapport de vérification des installations du paratonnerre. Lever les éventuelles observations émises.
5.	- R 143-34 - EL 19	Lever les 3 observations du rapport de vérification des installations électriques établi par la société APAVE en date du 26/05/2023.
6.	- R 143-34 - EC 13	Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité le rapport de vérification des installations d'éclairage de sécurité. Lever les éventuelles observations émises.
7.	- R 143-34 - AS 9	Lever les 3 observations du rapport de vérification des ascenseurs établi par la société APAVE en date du 27/10/2022.
8.	- R 143-34 - AS 9	Lever les observations du rapport de vérification quinquennale des ascenseurs établi par la société APAVE en date du 27/10/2022.
9.	- R 143-34 - MS 73	Lever les observations du rapport de vérification des installations du système de sécurité incendie établi par la société CHUBB en date du 06/03/2023.
10.	- R 143-34 - MS 73	Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité le rapport de vérification triennale des installations du système de sécurité incendie. Lever les éventuelles observations émises.
11.	- GN 8	RAPPEL 2017 : L'évacuation est la règle pour les personnes pouvant se déplacer jusqu'à l'extérieur du bâtiment. Pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer ou à être évacué rapidement, et satisfaire aux dispositions de l'article R 123-4 du Code de la construction et de l'habitation, les principes suivants sont retenus : 1. Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation ; 2. Formaliser dans le dossier prévu à l'article R 123-22 la ou les solutions retenues pour l'évacuation de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap ; 3. Créer à chaque niveau des espaces d'attente sécurités ; 4. Créer des cheminements praticables, menant aux sorties ou aux espaces d'attente sécurités ; 5. Installer un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément ; 6. Garder au niveau de l'exploitant la trace de la (ou des) solution(s) retenue(s) par le maître d'ouvrage et validée(s) par la commission de sécurité compétente ; 7. Elaborer sous l'autorité de l'exploitant les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap.

12.	- CO 48	S'assurer lors de la coupure générale électrique de l'ouverture complète de la porte automatique de façade de l'entrée principale de l'établissement.
13.	- CH 2	Remettre en état de fonctionnement le Bloc Autonome Portatif d'Intervention de la chaufferie se trouvant au sous-sol.
14.	- MS 41	Remettre à jour le plan d'intervention.
15.	- R. 157-1 à 4	<p>Doter l'établissement d'un Défibrillateur Automatisé Externe (DAE). Le DAE est installé dans un emplacement visible du public et en permanence facile d'accès. Lorsque plusieurs établissements recevant du public, mentionnés à l'article R. 123-57 du code de la construction et de l'habitation, sont situés soit sur un même site géographique soit sont placés sous une direction commune au sens de l'article R.*123-21 du même code, le défibrillateur automatisé externe peut être mis en commun.</p> <p>Le propriétaire du défibrillateur veille à la mise en œuvre de la maintenance du défibrillateur et de ses accessoires et des contrôles de qualité prévus pour les dispositifs médicaux qu'il exploite. La maintenance est réalisée soit par le fabricant ou sous sa responsabilité, soit par un fournisseur de tierce maintenance, soit, si le propriétaire n'est pas l'exploitant, par l'exploitant lui-même conformément aux dispositions de l'article R. 5212-25 du code de la santé publique.</p>



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

-oOo-

COMMISSION DE SECURITE DE L'ARRONDISSEMENT DE REIMS

-oOo-

AVIS RELATIF AUX RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES E.R.P.

-oOo-

Séance du 21 novembre 2023

Objet :

Visite Périodique

Établissement : CLINIQUE DE CHAMPAGNE (MAISON MEDICALE)
Adresse complète : 1 R DE L'UNIVERSITE
51100 REIMS

Date de la visite : 05/09/2023

Après avoir pris connaissance du dossier et entendu le rapporteur, les membres de la Commission de Sécurité :

- formulent un **AVIS FAVORABLE** au fonctionnement de cet établissement
- approuvent les prescriptions proposées,

Le Président de la Commission d'Arrondissement
Pour le préfet, et par délégation,
La chef du pôle Sécurités et Territoires
de la sous-préfecture de Reims

Caroline PRON

Le procès-verbal comporte 9 pages et 15 prescriptions.

AVIS SÉCURITÉ INCENDIE

Conformément aux dispositions des articles R.143-18 et 19, R.143-41 et 42 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'établissement ci-dessous répond aux caractéristiques suivantes :

ÉTABLISSEMENT : CHU - CLINIQUE DE CHAMPAGNE

TYPE : U CATÉGORIE : 4^{ème}

EFFECTIF MAXIMUM ADMIS : 269 personnes (public et personnel)

VISITE PERIODIQUE DU : 05/09/2023.....AVIS FAVORABLE DE LA CSA du : 21/11/2023

DATE DE L'ARRÊTÉ DE FONCTIONNEMENT : 27 novembre 2023.....

Vu l'Autorité ayant délivré
l'autorisation de fonctionner



Le Chef d'Établissement

**ARRÊTÉ DE FONCTIONNEMENT
D'UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

**CHU - CLINIQUE DE CHAMPAGNE
1-3 rue de l'Université à Reims
ERP de type U de 4^{ème} catégorie**

NOUS, MAIRE DE LA VILLE DE REIMS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-18,

Vu la Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles R122-5 à R122-35, R162-8 à R162-13, R164-1 à R164-6, R165-1 à R 165-21, R143-1 à R143-47, R184-4 et R184-5,

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

Vu l'arrêté ministériel en date du 25 Juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté ministériel en date du 10 décembre 2004 modifié, portant approbation des dispositions particulières applicables aux établissements du type U,

Vu l'arrêté préfectoral de la Marne du 01 Juillet 2019 portant création et attributions des sous commissions spécialisées et des commissions d'arrondissement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Reims en date du 21 novembre 2023 concernant la visite périodique de l'établissement du 05 septembre 2023,

CONSIDÉRANT l'**AVIS FAVORABLE** au fonctionnement émis par la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Reims en date du 21 novembre 2023 et porté par le procès-verbal susvisé,

ARRÊTONS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

L'établissement dénommé CHU - CLINIQUE DE CHAMPAGNE - 1-3 rue de l'Université à Reims classé de type U de 4^{ème} catégorie, est autorisé à Fonctionner.

.../...

.../...

ARTICLE 2 :

L'effectif maximum du public admissible se décompose de la façon suivante :

Niveau, activité	Surface accessible au public	Taux d'application	Effectif public	Effectif personnel	Total
R+3	8 postes de consultations bureaux	8 pers / poste déclaration	56	23	79
R+2	8 postes de consultations bureaux	8 pers / poste selon déclaration	56	22	78
R+1	11 postes de consultations bureaux	8 pers / poste selon déclaration	77	15	92
RDC	3 postes de consultations « maison médicale de garde »	8 pers / poste	21*	20	20+21*
Total			189	60	269

ARTICLE 3 :

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté V-DETB-2020-271 du 01 octobre 2020.

ARTICLE 4 :

L'avis relatif au contrôle de sécurité doit être affiché d'une façon apparente, près de l'entrée principale de l'établissement.

ARTICLE 5 :

L'utilisation, même partielle ou occasionnelle d'un établissement pour une exploitation autre que celle autorisée ou pour une démonstration ou une attraction pouvant présenter des risques pour le public et non prévue par cet arrêté, doit faire l'objet d'une demande d'autorisation présentée par l'exploitant **au moins 2 mois** avant la manifestation ou la série de manifestations.

ARTICLE 6 :

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire, mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'un dossier d'autorisation de travaux et être exécutés après autorisation de Monsieur le Maire, donnée sur avis des Sous Commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité. Il en sera de même pour des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 7 :

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité et de respecter les prescriptions présentes dans le rapport de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Reims annexé au présent arrêté.

ARTICLE 8 :

La présente autorisation est révoquée à tout moment en cas d'infraction à la réglementation dûment constaté en particulier, lors des visites périodiques ou inopinées par la Commission de Sécurité compétente.

.../...

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté et son annexe sont applicables immédiatement.

ARTICLE 10 :

Notification du présent arrêté sera effectuée à Madame Laetitia MICAELLI – FLENDER en qualité de Directrice Générale, chargé de l'application du règlement de sécurité dans l'établissement.

ARTICLE 11 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
Monsieur le Préfet du Département de la Marne,
Monsieur le Président de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,
Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

ARTICLE 12 :

Monsieur le Préfet du Département de la Marne, Monsieur le Maire de Reims, Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié ou affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à Reims, le 27 novembre 2023

Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée,

Catherine CHOPART

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et de publication électronique ou de sa notification.

